

Convention collective départementale

IDCC : 1797. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(SOMME)**

(22 juin 1990)

(Bulletin officiel n° 1994-10 bis)

*(Etendue par arrêté du 31 octobre 1994,
Journal officiel du 10 novembre 1994)*

■ *Journal officiel* du 11 avril 2008

**Arrêté du 4 avril 2008 portant extension d'un avenant à
la convention collective de la métallurgie de la Somme (n° 1797)**

NOR : MTST0808627A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 133-1 devenu article L. 2261-19 du nouveau code du travail ;

Vu l'arrêté du 31 octobre 1994 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 31 janvier 2007 portant extension de la convention collective de la métallurgie de la Somme du 22 juin 1990 et des textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'avenant n° 13 du 20 novembre 2007 relatif aux rémunérations effectives annuelles garanties, à la valeur du point et à la prime de panier, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 13 janvier 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords) recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail devenu article R. 2261-5 du nouveau code du travail et en séance du 12 février 2008 suite à l'opposition formulée par les représentants de deux organisations syndicales de salariés,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de la métallurgie de la Somme du 22 juin 1990 et à l'exclusion du secteur de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant n° 13 du 20 novembre 2007 relatif aux rémunérations effectives annuelles garanties, à la valeur du point et à la prime de panier, à la convention collective susvisée sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail devenu article L. 2241-9 du nouveau code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 avril 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/51, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.